



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

19-03-2016

Comité National du 19 mars 2016

Rapport introductif présenté par

Georges Marchand

Situation politique et sociale

Le capitalisme est en crise. On assiste à un affrontement croissant entre les groupes capitalistes et leurs états pour la conquête des marchés. L'accélération et la dureté de l'exploitation de la classe ouvrière est pour lui une nécessité absolue, vitale.

Ce qui domine la situation sociale et politique est le profond mécontentement, qu'il s'agisse des salaires et retraites, de l'emploi, de la santé ou de l'éducation. La colère s'exprime contre la loi Khomri d'une gravité exceptionnelle, mais plus largement c'est un rejet de la politique gouvernementale. Un mécontentement qui se traduit d'abord par les luttes, nombreuses, éparpillées et par les sondages : 80 % de mécontents, les abstentions et le vote Le Pen aux élections. Soulignons au passage la très faible participation aux 3 législatives partielles de dimanche et la déroute du PS avec un seul de ses candidats présent au 2ème tour. Et enfin l'indifférence, voire le mépris à l'égard de l'opération politicienne de changement dans le gouvernement. Le tout s'est donc concrétisé par les puissantes manifestations du 9 mars qui ont réuni 500 000 jeunes et salariés contre la loi scélérate du gouvernement dans 144 manifestations et rassemblements.

Pour tenter de contenir ce mécontentement le capital prépare

l'échéance politique en 2017 avec les élections présidentielles et législatives. D'où l'intense activité dans les états majors des partis politiques avec l'objectif pour le capital d'assurer la relève pour remplacer Hollande et son équipe usés jusqu'à la corde par une autre équipe tout aussi dévouée.

Depuis les élections régionales de décembre l'agitation politicienne bat son plein. Tous sont à la manœuvre pour élaborer leur stratégie. Créer l'illusion d'un changement en changeant le locataire de l'Elysée en fin de bail.

Cette nouvelle version du "tous unis" pour chasser Sarkozy va une nouvelle fois comporter l'élément utile mais déjà vu en 2002 avec le barrage républicain contre le FN. Un FN favorisé par la politique antisociale du gouvernement. Un FN promu, choyé par les médias qui font monter les sondages de ce parti d'extrême droite, médias qui ensuite alertent sur le danger fasciste avec l'arrivée du FN au pouvoir. D'où la constitution possible d'un front républicain pour mieux canaliser le vote au 2ème tour.

Ces manœuvres que nous voyons se profiler seront adaptées aux besoins politiques du moment par et pour le capital. Nous l'affirmons avec constance et force, le capital dispose de 3 fers au feu qu'il utilise selon la période. Ainsi la droite avec Sarkozy en 2007 pour initier et mettre en place les exigences du MEDEF. Ensuite la gauche avec Hollande pour accélérer et aggraver cette politique répondant aux intérêts du capital.

Déjà certains scénarios sont envisagés pour 2017 :

- Front républicain contre Le Pen.
- Les centristes et une partie de la droite et du PS pour redresser la France!
- Une droite forte pour la sauver!
- Et une dernière possibilité avec le FN, voire un mélange de tous les protagonistes.

Les résultats des élections régionales de décembre ont déjà permis des ouvertures. On l'a vu avec l'élection de X. Bertrand dans le Nord.

Le capital ne reculera devant rien pour préserver ses intérêts. Ses serviteurs sont disponibles. Ces diverses combinaisons politiques sont déjà une réalité dans d'autres pays européens, l'Allemagne, l'Italie, bientôt l'Espagne pour ne citer que ces exemples. La Grèce peu de temps avant Tsipras avait même un gouvernement allant du PS à l'extrême droite. On connaît la suite. Le peuple grec paie

chèrement ces combines politiques.

La France dans l'Europe ne fera pas exception si besoin est. Elle dispose d'un personnel politique et médiatique aux ordres.

Dans ce jeu politique le PCF joue sa partition : primaires à gauche, Mélenchon dans ce jeu ou pas, "rassemblement de toutes les forces de gauche", "réhabilitation de la gauche française" sont le quotidien des préoccupations du PCF. Le tout est ponctué de querelles internes à mille lieues de la lutte des classes et des préoccupations de la population. Et puis comment oublier que Mélenchon, candidat du PCF, le résultat du 1^{er} tour des présidentielles de 2012 à peine connu, appelait à voter Hollande sans conditions ! Le PCF a choisi depuis longtemps le terrain de l'aménagement du capital, il est sur celui de la social démocratie déjà bien occupé. L'opposition capital/travail est plus que jamais au centre des choix politiques. Notre parti a fait ce choix fondamental. Pour le Parti Révolutionnaire Communistes la seule relève possible c'est l'appropriation des moyens de production et d'échange.

Il est donc difficile de riposter à cette offensive du capital avec les confédérations syndicales qui ont abandonné le terrain de la lutte de classes.

La confédération CFDT malgré les remous observés dans ses organisations se donne pour mission de promouvoir et d'accompagner le pouvoir politique et le MEDEF. Berger, Valls, Gattaz élaborent ensemble les projets de régression sociale et les stratégies à mettre en place. Mais cette collaboration de classe revendiquée de la CFDT contrarie la stratégie de la confédération CGT qui cherche et quémande l'unité syndicale à tout prix, y compris celui de la paix sociale. On vient encore de le constater avec la rencontre des organisations syndicales du 23 février qui envisageait, peut-être, une éventuelle riposte le 31 mars ! On voit avec quelle rapidité le gouvernement agit et manœuvre. La riposte du 9 mars était la moindre des choses.

Et pendant ce temps le dévoiement du mécontentement est savamment orchestré. Une pétition court qui compte plus de 1,5 million de signataires certes, ce pourrait être une première étape pour une mobilisation d'ampleur, mais pour ses initiateurs elle doit canaliser le rejet de cette loi et conduire à une nouvelle impasse. Il est donc impératif de maintenir la pression dans les jours qui viennent et se servir de l'exemple du 9 mars. De toutes façons nous devons faire du 31 mars une journée d'action avec arrêt de

travail et manifestations. Le parti peut et doit y contribuer, mettant en avant les enjeux politiques.

FO, devant le vide laissé par les hésitations ou l'absence des autres confédérations sur le terrain des luttes joue les gros bras mais saura en temps utile se rallier à son camp, celui des réformistes.

La CGC a été rappelée à l'ordre par le MEDEF qui la menace de lui réduire les moyens.

La CGT, est dans un moment plus délicat à la veille du 51ème congrès confédéral fin avril qui doit conforter et poursuivre la ligne politique enclenchée depuis plusieurs années. En passant on connaît les dégâts de cette ligne avec la dégringolade des effectifs de syndiqués.

Mais les choses ne sont pas simples pour la confédération par les temps qui courent. Les réactions légitimes de fédérations, d'UD et de syndicats d'entreprises qui ont protesté le 23 février l'attestent. La nécessité d'une riposte de masse et sur des bases de classe monte. Beaucoup exigent l'organisation d'actions nationales interprofessionnelles déterminées sur des revendications claires et non des négociations sur les revendications du MEDEF. Le "dialogue social", la "négociation" sont des leurres dont le prix fort est payé par les salariés. La réalité de la situation politique, sociale et économique le prouve : les millions de pauvres dans notre pays et parallèlement les milliards de profits n'ont jamais été aussi élevés.

La énième loi du gouvernement (encore à l'état de projet) présentée par El Khomri est une nouvelle et profonde régression sociale. Elle arrive après l'ANI, le Pacte de Responsabilité etc... Toutes ces lois et dispositions au service du MEDEF. Cette fois c'est le code du travail qui est attaqué frontalement avec la protection sociale et les conventions collectives. Notre parti exige le retrait de ce projet de loi sans aucune condition. Nous sommes les seuls à nous opposer radicalement à cette offensive du capital.

Les gesticulations des "frondeurs" du PS en service commandé sont tout juste utiles aux médias pour détourner le débat de l'essentiel. La droite veut voter cette loi et menace de ne pas le faire si elle est modifiée. Le FN, discret est d'accord avec la loi Khomri du gouvernement et s'en prend aux manifestants. Il plaide pour les patrons et veut des syndicats "représentatifs" qui ressemblent aux syndicats corporatistes d'une autre époque. A la gauche de la gauche ceux qui s'agitent veulent faire oublier qu'ils ont appelé à voter Hollande pour "le changement".

Mais cette fois c'est une levée de bouclier qui a contraint Valls et Hollande à monter au créneau invoquant une mauvaise communication, une absence de pédagogie, etc... Bref, les salariés seraient des ignares refusant une loi qui leur serait favorable...

La période de 15 jours que s'est accordée le gouvernement pour mieux "expliquer" les articles mis en cause ou discutables, autour des prud'hommes, du travail des jeunes sont un problème juste. Mais ces points secondaires vont permettre un consensus entre "partenaires sociaux" le MEDEF et le gouvernement pour obtenir des signatures. Car comme un iceberg c'est la partie immergée, celle dont on ne parle pas, qui est la plus importante dans ce projet. L'avenir du code du travail qui, malgré ses lacunes offrait une protection certaine, va dépendre de l'attitude des organisations syndicales et surtout celle de la CGT qui va être déterminante. Les puissantes manifestations de la semaine passée avec les nombreuses luttes, celles à venir notamment à l'appel des jeunes vont peser lourd, mais il faut une lame de fond pour faire renoncer le gouvernement. Le capital a besoin de cette loi. Il lui faut aller plus loin dans l'exploitation des salariés. C'est vital pour lui. Depuis des mois nous l'affirmons seules des luttes puissantes pourront stopper ce recul de société. Notre parti a un rôle à jouer dans la construction de la riposte, partout où nous le pourrons pour expliquer la situation et proposer une perspective politique au peuple pour chasser le capital et aller vers un changement de société, le socialisme.

La politique du gouvernement et du MEDEF pour baisser le "coût" du travail a bien sûr ses conséquences sociales et économiques. En 2015, 44 sites industriels ont été supprimés avec 9000 emplois. Le slogan du gouvernement à propos de la loi El Khomri "supprimer des emplois pour en créer d'autres" prouve que le chômage de masse n'est pas un problème pour eux. C'est aussi un moyen de pression sur les salariés.

Notre pays compte 8 millions de privés d'emploi. Des suppressions d'emplois continuent d'être annoncées notamment dans les banques, les mêmes d'ailleurs dégagent des profits de plusieurs milliards en 2015. A propos de chômage n'oublions pas les rencontres entre les "partenaires sociaux" sur le financement de l'UNEDIC qui se déroulent jusqu'en juin. Une fois encore la CFDT propose des "solutions" comme la réduction de la durée d'indemnisation des chômeurs de plus de 50 ans. Le MEDEF

pourvoyeur des salariés à pôle emploi a, pour sa part déposé ses revendications à discuter !

Les privatisations se poursuivent et s'accroissent comme à la poste. La SNCF s'attaque au statut des cheminots comme à l'EDF. Pendant ce temps la bourse remonte et les profits 2015 sont toujours aussi confortables :

- Renault 3 milliards de résultats nets : +48 %
- Total : 10,5 milliards de résultat net et 2,44 milliards distribués aux actionnaires
- l'Oréal : 26 milliards de chiffre d'affaires et 4,4 milliards de profits
- BNP-Paribas : 13,7 milliards de profits
- et la Société Générale réalise un bénéfice net de 4 milliards (+49,3%)

Ces quelques entreprises ont toutes annoncé des suppressions d'emplois.

Après le salon de l'agriculture et les manifestations de paysans, rien n'a changé pour eux. Le gouvernement avec la FDSEA et son dirigeant Beulin, patron de l'industrie agro-alimentaire ont décidé de poursuivre l'industrialisation de l'agriculture française. Bref le capital se porte bien sous toutes ses formes en France et dans le monde. Des chiffres très significatifs ont été publiés récemment : les 63 personnes les plus riches de la planète possèdent autant que plus de 3,5 milliards de personnes les plus pauvres. Tout est dit en chiffres, le capital c'est ça !

Les tâches qui nous attendent.

D'abord les échéances électorales de 2017, donc la présidentielle. En 2012 Communistes avait présenté un candidat. Nous avons poussé aussi loin que possible cette candidature. Sans préjuger de la décision du parti, il semble possible de faire autant et même plus en 2017 tenant compte des obstacles anti-démocratiques que sont les 500 signatures pour présenter un candidat et les moyens financiers à trouver qui sont énormes. Ajoutons aussi qu'en présentant un candidat nous aurons plus de poids et de moyens médiatiques pour développer notre argumentation face aux manœuvres qui vont se dérouler comme nous l'avons vu plus haut. Seul un candidat Communiste (nous serons sans doute le seul parti à porter cette étiquette) pourra dénoncer avec force le piège du "moindre mal" ou du "faire barrage" qui se met en place. C'est sur même terrain que nous aurons à nous positionner deux mois plus tard pour les élections législatives. Dès maintenant nous devons

réfléchir aux candidatures et aux moyens financiers nécessaires. Ce moment politique important est dans 12 mois : en avril pour les présidentielles, en mai et juin pour les législatives.

Mais dès la rentrée nous aurons à préparer le centenaire de la révolution d'octobre. Il nous appartient de rétablir la vérité sur cette époque et sur l'Union soviétique. Nous ne serons pas les seuls à être sur cet anniversaire, le terrain sera occupé avec tous leurs moyens par nos adversaires de l'extrême droite à la gauche de la gauche en passant par les verts. Ils auront pour mission de donner la pleine mesure de leur anti-communisme et pour certains de leur haine de classe. Octobre 1917 a été porteur d'un grand espoir pour tous les peuples et d'une grande peur du capital pendant tout ce siècle. Une peur d'ailleurs qui les tient encore, on le voit, avec la mise en place des mesures et des lois gravissimes qui restreignent nos libertés et nos droits. Sous le prétexte du terrorisme les serviteurs du capital se dotent d'outils, ils criminalisent l'action syndicale s'attaquent à nos libertés de citoyen pour encadrer les partis politiques, du moins ceux qui les gênent et nous sommes de ceux-là. Le Pen en rêvait Hollande l'a fait!

Il faut aussi réfléchir à la mise en œuvre des autres propositions avancées dans le rapport sur la situation internationale et acceptées par le BN :

- organiser des rencontres bilatérales avec un certain nombre de partis.

- Agir pour la paix et le désarmement

Comme la lutte pour les libertés, la lutte pour la paix et le désarmement ne peut être déconnectée de la lutte des classes. Cette dimension du combat politique est importante tant l'agressivité de l'impérialisme, ses tensions internes sont au cœur d'affrontements armés qui disloquent des Nations et des Etats et conduisent à des millions de morts et de réfugiés. Dans la crise mondiale du capitalisme, la guerre est un moyen pour maintenir et développer l'exploitation des peuples et pour rétablir les taux de profits.

Il faut donner à connaître une réalité bien cachée, celle de l'industrie de l'armement et du rôle qu'elle joue dans le pillage des richesses produites. Il faut aussi organiser des actions concrètes contre les guerres impérialistes et les conséquences qu'elles engendrent, comme actuellement la question des réfugiés. Enfin nous pourrions nous donner comme objectif d'être à l'initiative d'un mouvement de masse contre la course aux armements pour la paix

et l'indépendance nationale.

La situation internationale

Après le rapport très complet et riche du secteur international au BN du 13 février, nous passerons brièvement sur l'actualité internationale pour n'évoquer que les événements récents.

D'abord les élections partielles en Allemagne où Merkel et son parti essuient une défaite sévère avant les élections générales l'année prochaine. Contrairement aux affirmations médiatiques si la question des réfugiés est importante dans ce pays "exemplaire" ce sont surtout les problèmes sociaux et économiques qui sont la cause de ce recul. Notons au passage le score en hausse de l'extrême droite comme partout où sévit la crise.

En Amérique du sud après des années où l'espoir de voir la situation politique et sociale de ces pays évoluer dans l'intérêt des peuples, les USA s'appuient sur les faiblesses des partis au pouvoir face au capital, et profitent de ces faiblesses pour reprendre pied dans ce qu'ils considèrent comme leur terrain de chasse. Que ce soit Cuba, le Venezuela, la Bolivie, le Brésil, les pouvoirs en place sont ainsi remis en cause.

Enfin la disparition d'un sous-marin nord coréen pendant les manœuvres militaires provocatrices des USA et de la Corée du Sud, relance une extrême tension à la limite d'un conflit armé.

Venons-en maintenant à l'organisation du parti et son renforcement.

Avec la propagande, les finances et l'éducation l'organisation est un élément pour construire et faire vivre un parti révolutionnaire. C'est l'outil pour répondre à nos objectifs. C'est tellement vrai que pour opérer sa mutation en parti social-démocrate les dirigeants du PCF se sont employés entre autres à déstructurer le parti en cassant ses cellules et en particulier les cellules d'entreprises.

Deux aspects sont liés à cette question de l'organisation :

- la vie de la cellule et des structures départementales et nationales
- le renforcement

Première tâche établir un plan de travail en nous fixant des objectifs sur la base de nos forces existantes. Pour cela faire preuve de volontarisme en ciblant des entreprises, des quartiers où nous pouvons intervenir régulièrement avec l'objectif d'organiser des rencontres avec les salariés de ces entreprises et des habitants du

quartier. On a tout à gagner dans cette démarche. Le renforcement du parti dans les entreprises, sa vie politique passe par ce travail de terrain. L'entreprise est le lieu de l'exploitation, là où on peut porter des coups au capital, où se déroule le combat de classe. Là aussi où les salariés sont les plus réceptifs à nos idées. Ils ont aussi (logiquement) une approche de ce qu'est la lutte avec les syndicats.

Cela a été dit plus haut, la période est d'autant plus propice que le mécontentement est profond et que les luttes s'amplifient.

Tout ce travail demande une organisation. La vie concrète de notre parti passe par des réunions de cellules et des collectifs départementaux ou fédérations. Sans gommer les difficultés que l'on rencontre il est primordial pour nos adhérents de discuter politique, de notre politique pour agir. Notre développement passe par cette vie de parti. Il est clair qu'un adhérent avec qui on perd le contact et auquel on ne propose pas de se réunir pour débattre et agir, s'éloigne. La régularité et le contenu des débats assurent la pérennité de notre activité en la nourrissant avec des initiatives. Un adhérent est un communiste qui s'engage à nos côtés pour se battre. Le parti a la responsabilité de le former, de l'informer et de lui donner les moyens de se battre. Un militant communiste confiant dans la politique de son parti est une force pour affronter les adversaires de tout bord. Notre parti en a les moyens, notre outil se renforce. La remise des cartes 2016, des adhésions nouvelles, la tenue des réunions dès janvier, le renforcement des secteurs d'activité par l'intégration de camarades sont des signes très positifs. Ajoutons à ce bilan ce qui a été réalisé par nos camarades dans la région Pays de Loire en décembre aux régionales. D'ailleurs s'appuyant sur ce qui a été mis en mouvement nos camarades des pays de Loire sont à nouveau sur la brèche en présentant un candidat aux législatives partielles en Loire Atlantique pour remplacer Ayrault. Cela étant l'engagement de tous est une nécessité. Les membres du Comité National ont une responsabilité particulière et nous sommes comme dirigeants du Parti Révolutionnaire Communistes tous en mesure de l'assumer.

Je vous invite donc à faire connaître la situation du parti et les initiatives qui ont été ou vont être prises dans les départements. D'ailleurs cette démarche d'informer le parti de tout ce qui est entrepris doit devenir une habitude qui enrichira l'activité de toutes nos structures.